



34 ha de vergers, une part importante du patrimoine montreuillois... le val de Montreuil

NATURE EN VILLE

MONTREUIL, LES MURS À PÊCHES : TRANSFORMER LA CONFRONTATION EN SYMBIOSE

Longtemps abandonnés par les pouvoirs publics, les murs à pêches de Montreuil (Seine-Saint-Denis) sont aujourd'hui protégés au PLUI (plan local d'urbanisme intercommunal) grâce au combat acharné d'associations qui depuis trente ans ont investi et défendu les lieux. Désormais considérés comme un patrimoine exceptionnel à l'échelle métropolitaine, ces 34 hectares de vergers en friche figurent en bonne place du projet municipal montreuillois. Mais les associations n'entendent pas se laisser déposséder de leur histoire ni de leurs projets. La saga des murs à pêches raconte comment le « participatif » contribue à transformer une ville, à révéler son patrimoine et à affirmer son identité. Analyse des forces en présence...



Le rû Gobétue, récemment remis au jour. © Agnès Fernandez

C'est l'histoire d'une friche agricole de 34 hectares, enclavée dans la ville dense. L'histoire des actions collectives et des combats menés depuis trente ans par des habitants décidés à protéger de l'urbanisation ce site devenu un réservoir de biodiversité. C'est enfin l'histoire d'une municipalité qui, longtemps, a regardé tout cela avec indifférence, ne sachant que faire de ces terrains en desherérence, à part y construire ; puis, les alternances politiques se succédant, la mairie a fini par s'appuyer sur cet élan collectif pour en faire un vrai projet de ville. C'est surtout l'histoire de la ville lente, celle qui prend son temps pour se transformer, pas seulement sous l'effet de décisions top down, mais sous l'impulsion de ses habitants.

Entre le XVII^e et le début du XX^e siècle Montreuil a produit des fruits et notamment des pêches d'exception, qui fournissaient en son temps la cour de Versailles. Les vergers étaient organisés le long de murs de moellons et de plâtre hauts d'environ trois mètres qui protégeaient les arbres des intempéries et conservaient la chaleur du soleil. Ils couvraient alors 320 hectares, soit un tiers de la ville, et s'étagaient sur un linéaire de quelque 500 kilomètres. Montreuil était alors une commune agricole. Puis est arrivé le chemin de fer, chargé de cageots de pêches venues du Sud de la France. Dès lors, les murs de Montreuil sont progressivement abandonnés, et peu à peu la commune tourne le dos à ce passé pour se construire un avenir industriel. Elle devient une ville ouvrière, résolument rouge. Les murs s'effondrent peu à peu et le verger devient ici

et là une décharge sauvage. Du côté de la rue Saint-Antoine, une communauté de gens de voyage installée là depuis longtemps (certains d'entre eux ont participé à la Résistance à Montreuil), participe de l'identité du lieu.

Un site agricole devenu constructible...

« A la fin de la Seconde Guerre mondiale, le site agricole était encore protégé. Puis il est devenu constructible. En 1994 le Schéma directeur de la région Ile-de-France (Sdrif) prévoyait même d'urbaniser 93 % du site », explique Sébastien Vandewalle, chef de projet Murs à pêches à la direction de l'Urbanisme et de l'habitat de la Ville de Montreuil. C'est à cette époque qu'une poignée d'habitants s'oppose ardemment à l'urbanisation. L'association des Murs à pêches est créée en 1994 par Pascal Mage afin « d'assurer la protection et la valorisation du site ». Peu à peu, d'autres collectifs sont créés, des associations investissent les lieux pour y organiser des fêtes, des événements un peu foutraques, des ateliers pour les enfants (le Jardin des couleurs) ; des spectacles et des résidences artistiques (le Théâtre de la Girandole) ; des concerts (les Léz'Arts dans les murs) ; du land art ; recréer des jardins... Ils bravent souvent l'interdit, mais fédèrent toujours plus de volontaires, faisant ainsi bouger les lignes. Et expérimentant bien avant l'heure ce qu'on appelle aujourd'hui « l'urbanisme éphémère ».

Après vingt-quatre ans de mandat, le maire communiste



Les vergers reprennent vie. © Ville de Montreuil

de l'époque, Jean-Pierre Brard, perd la mairie au profit de Dominique Voynet (EELV), en 2008. Paradoxalement l'élue écologiste accélère l'artificialisation du site. De nombreux droits à construire sont ouverts, et les murs à pêches sont utilisés comme réserve foncière pour construire un Ehpad, une piscine municipale et un collège. Montreuil est une ville en croissance démographique, elle a besoin d'équipements. Mais la colère gronde. Dominique Voynet jette l'éponge et ne se représente pas aux élections suivantes.

... puis enfin protégé

De combats en oppositions, les associations sont finalement entendues. 8,5 hectares sont classés en 2013 au titre des sites et des paysages. En 2018, la révision du plan local d'urbanisme, voulue par le maire (PCF), Patrice Bessac, élu en 2014, classe 26 ha (sur 34) en zone agricole. La ville considère désormais le site comme un espace naturel à préserver, un « haut lieu de la culture Montreuilloise », et veut désormais s'appuyer sur le travail mené pour développer un projet, décliné en cinq axes. Elle souhaite notamment introduire de l'agriculture en ville avec un réseau de dix microfermes urbaines, ouvertes au public, pour redonner aux murs à pêches leur vocation première. Restaurer les murs, via une association d'insertion locale, les Pierres de Montreuil ; renaturer le rû Gobétue, totalement englouti par les ordures, afin d'y créer un milieu humide. 36 tonnes de déchets sont évacués pour remettre au jour ce cours d'eau oublié. La ville souhaite aussi aménager un Sentier de la biodiversité ouvert au public qui serpente à travers les parcelles. Les gens du voyage trouvent officiellement leur place ; un point de logement va être aménagé rue Saint-Antoine, un autre rue de Rosny, avec des logements adaptés pour douze familles.

La vingtaine d'associations qui existent sur le site sont désormais reconnues et soutenues. Celles qui préparent des projets d'agriculture urbaine (les plus récentes) sont accompagnées par la Mairie. Mais des frictions perdurent. Samantha Lebrun, coordinatrice de la fédération qui regroupe seize associations, s'en explique : « les relations



Jardin d'insertion Pouplier. © Agnès Fernandez

ne sont pas toujours harmonieuses. Certaines associations éprouvent du ressentiment à l'égard des municipalités précédentes qui les ont méprisées pendant des années. Et un sentiment d'usure, de fatigue, de colère, quand la municipalité actuelle reprend leur travail à son compte. Surtout, elles ne se sentent pas entendues. La Fédération souhaite porter une voix collective sur un projet global, plutôt que de travailler au cas par cas, association par association. Mais nous n'avons jamais réussi à avoir un contact direct avec la Mairie, sauf à travers l'antenne de quartier ».

Premier adjoint au maire de Montreuil délégué à la ville résiliente, à l'urbanisme, aux espaces publics, aux grands travaux de transports... et à la protection des murs à pêches, Gaylord Le Chequer le reconnaît : « la participation citoyenne a été essentielle pour protéger les murs à pêches, qui ont longtemps eu une image négative. Les associations ont fait la démonstration qu'elles pouvaient monter et faire vivre des projets. Tout ceci a fait l'objet de rencontres très longues, qui nous ont aidé à muscler le projet. Ce temps et ces explications nous ont aidé à désamorcer les conflits. Aujourd'hui, le projet politique existe et est partagé. L'enjeu désormais consiste à acter définitivement le réinvestissement de la puissance publique sur le site, d'abord avec le PLU révisé, puis avec le PLUI. Il fallait arrêter de regarder ce site comme un lieu potentiellement urbanisable. Tant qu'on n'avait pas acté cela, il y avait toujours un peu de terre à grignoter. Sauf que c'est un patrimoine énorme aux portes de Paris. Nous voulions faire partager ce message à d'autres territoires, l'établissement public de coopération intercommunale Est Ensemble, le département de Seine-Saint-Denis, la Métropole du Grand Paris, la Région Ile-de-France. Aujourd'hui, ce message est passé ».

Délicat équilibre à trouver

L'autre enjeu pour la Mairie est de pérenniser les associations locales. Longtemps, elles ont disposé de baux précaires délivrés via des conventions prévues pour deux ans. En 2020, les



160 mètres de murs ont été restaurés dans le cadre de chantiers participatifs. © Ville de Montreuil

conventions ont été revues pour couvrir désormais une durée de douze ans, et sont renouvelables par tacite reconduction. Ce qui avait pour objectif de redéfinir les rôles et surtout de leur donner visibilité et pérennité pour qu'elles puissent bénéficier de subventions et se renforcer de leur côté.

Sébastien Vandewalle a été recruté en 2015 par la mairie de Montreuil pour assurer « une double mission : le PLU et les murs à pêches ». Ingénieur agronome, urbaniste, il est devenu l'artisan du consensus à trouver entre les acteurs et les projets : « depuis longtemps il y a ici une tradition de combat. Ce combat a été nécessaire, utile et justifié, mais il a aujourd'hui du mal à évoluer et certains ne veulent pas faire confiance à la Ville. Mais je pense qu'il faut s'appuyer sur ce qui existe déjà sur le terrain et le soutenir. Aujourd'hui, les élus veulent calmer le dialogue avec les associations. Ces dernières années j'ai essayé de porter un vrai projet pour les murs à pêches, renverser la vapeur et sortir de la dialectique de l'urbanisation. Maintenant que nous avons affirmé la protection du site, il faut passer à autre chose. Mais on avance lentement ». Lentement mais sûrement. Le budget annuel consacré par la Ville à la restauration des murs à pêches a doublé l'année dernière, passant à 200 000 euros. Son intervention pour faire venir Stéphane Bern avec le Loto du patrimoine en août 2020 a permis de récolter 300 000 euros et apporté au site une incontestable aura médiatique.

Ferme urbaine et marché festif

Créée en 2018, l'association Fruits défendus, installée sur une parcelle de 8 000 m² à l'est du site, a émergé dans le cadre des budgets participatifs et a depuis été soutenue par la Mairie qui défend ses projets de microfermes urbaines. 160 mètres de murs à pêches ont été restaurés dans le cadre de chantiers participatifs supervisés par l'association locale Pierre de Montreuil et ses chantiers d'insertion, et 170 plants de tomates ont été plantés début juin le long des beaux murs blancs. L'association, qui veut aménager ici deux serres, a récemment découvert que sur certaines de ses parcelles, comme sur l'ensemble du périmètre, de nombreux sols sont

pollués. En effet, la ville de Paris a longtemps déversé ici ses eaux chargées de métaux lourds (cuivre, plomb, chrome, mercure) : « la Ville a payé les analyses de sols, la restauration des murs, le plâtre, etc., et les bennes pour évacuer les gravats », énumère Thierry Régner, vice-président de Fruits défendus, horticulteur de formation, aujourd'hui à la retraite. S'il apprécie le soutien municipal, il revendique tout autant l'indépendance de l'association. Un petit marché de légumes en circuit courts, fournis par un maraîcher extérieur, a été créé sur le site pendant les confinements et perdure depuis chaque samedi, accompagnés de concerts, de rencontres et repas brésiliens. Une joyeuse oasis dans un secteur éloigné du centre-ville... Fruits défendus compte bien proposer bientôt les productions du site, qui seront cultivées sur des parcelles « propres » de toute pollution. Diana Tempia, présidente de l'association, regrette que les habitants des quartiers d'habitat social les plus proches ne s'aventurent pas encore jusqu'au marché, mais elle ne désespère pas : « certains nous considéraient comme des bobos, mais nous sommes seulement des gens qui veulent d'une vie plus proche de la nature, qui veulent bien manger, partager, et protéger les lieux ».

« La Ville agit comme un levier »

Les objectifs des uns et des autres semblent finalement bien plus proches que les « postures » et les rancœurs d'autrefois ne le laissaient supposer. Ainsi, la Ville a récemment acquis la maison Pouplier, sur la parcelle de l'association Le Sens de l'humus qui y a créé un jardin solidaire planté de dahlias et de nigelles de Damas, où des personnes en situation d'exclusion viennent se reconstruire. Sébastien Vandewalle a œuvré pour lui permettre de s'agrandir en annexant une parcelle auparavant utilisée par un paysagiste pour y jeter ses déchets verts. « La Ville agit comme un levier », observe le chargé de mission. « Elle n'a aucunement le souhait de missionner des employés municipaux pour cultiver dans les microfermes, mais a l'intention d'assurer l'entretien futur du Sentier de la biodiversité. Notre rôle, c'est de voir ce qu'on peut faire ensemble. Mais les associations doivent avoir la capacité de s'ouvrir au public, même si l'idée n'est pas de réaliser ici un parc, fût-il "agricole et culturel". Il faudrait désormais transformer la confrontation d'hier en symbiose, dépasser les jeux de communication et les points d'achoppement pour établir un dialogue ».

Pascal Mage, président de l'association des Murs à pêches, reste « vigilant » : « il faut renforcer la biodiversité du site et les continuités paysagères. Il faut surtout conserver la beauté des lieux, la poésie, tout ce qui fait sa singularité. Il ne faudrait pas qu'il devienne un lieu policé, trop travaillé. Montreuil est une ville diverse, qui compte beaucoup d'artistes, des gens modestes, des réfractaires. Ici, c'est un espace de liberté, ça a été un lieu de conflits, mais cela reste et doit rester un espace de possibilités où des choses se passent. Les murs à pêches, c'est notre Tour Eiffel à nous ! ».

Agnès Fernandez